



# PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE L'IE SUR LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Bruxelles, 9-10 novembre 2006, ITUH 1<sup>er</sup> Etage, Salle B

## PRESENTS:

(Organisations membres de l'IE)

Tore <b>ASMUSSEN</b>	Danish Union of Teachers (DLF), Danemark
Margareta <b>AXELL</b>	Läraryrket (LÄRARF), Suède
Kathrine <b>BLYVERKET</b>	Union of Education Norway (UEN), Norvège
Agnes <b>BREDA</b>	UNSA-Education, France
Morten <b>BRYNSKOV</b>	The Danish National Federation of Early Childhood Teachers and Youth Educators (BUPL), Danemark
Joelle <b>CASA</b>	Federazione Lavoratori della Conoscenza CGIL (FLC-CGIL), Italie
Pam <b>COLLINS</b>	National Union of Teachers (NUT), Royaume-Uni
Ingrid <b>CONVERY</b>	Union of Education Norway (UEN), Norvège
Jill <b>CHRISTIANSON</b>	National Education Association (NEA), USA
Alex <b>DAVIDSON</b>	Canadian Teachers' Federation (CTF), Canada
David <b>DORN</b>	American Federation of Teachers (AFT), USA
André <b>DUMONT</b>	Algemene Onderwijsbond (AOB), Pays-Bas
Paula <b>ENGWALL</b>	Läraryrket, Suède
Aagot van <b>ELSLANDE</b>	Union of Education Norway (UEN), Norvège
Roger <b>FERRARI</b>	Syndicat National de l'Enseignement de Second Degré (SNES-FSU), France
Cassandra <b>HALLETT</b>	Canadian Teachers' Federation (CTF), Canada
Trudy <b>KERPERIEN</b>	Algemene Onderwijsbond (AOB), Pays-Bas
Mette <b>KLINTE</b>	Danish Union of Teachers (DLF), Danemark
Richard <b>LANGLOIS</b>	Centrale des syndicats du Québec, CSQ
Barbara <b>MacDONALD MOORE</b>	Canadian Teachers' Federation (CTF), Canada
Luz <b>MARTINEZ</b>	Federación de Trabajadores de la Enseñanza de la UGT (FETE/UGT), Espagne
Rosario <b>RIZO MARTÍN</b>	Federación de Enseñanza CC.OO. (F.E.CC.OO.), Espagne
Ritva <b>SEMI</b>	Opetusalan Ammattijärjestö (OAJ), Finlande
Larry <b>SPECHT</b>	American Federation of Teachers (AFT), USA
Cynthia <b>SWANN</b>	National Education Association (NEA), USA
Helena <b>TAXELL</b>	Läraryrket (LÄRARF), Suède
Carmen <b>VIEITES</b>	Federación de Trabajadores de la Enseñanza de la UGT (FETE/UGT), Espagne
Tamaki <b>TERAZAWA</b>	Japan Teachers' Union (JTU), Japon
Keiko <b>UCHIDA</b>	Japan Teachers' Union (JTU), Japon

(Internationale de l'Éducation)

Fred <b>VAN LEEUWEN</b>	Secrétaire général, Bruxelles
Janice <b>EASTMAN</b>	Secrétaire générale adjointe, Bruxelles
Gaston <b>DE LA HAYE</b>	Secrétaire général adjoint, Bruxelles
Nicolás <b>RICHARDS</b>	Coordinateur des programmes d'assistance, Bruxelles
Juliane <b>RETHORST</b>	Assistante professionnelle aux programmes d'assistance, Bruxelles
Assibi <b>NAPOE</b>	Coordinatrice régionale en chef Afrique
Aloysius <b>MATHEWS</b>	Coordinateur régional en chef Asie Pacifique



Virginia <b>ALBERT</b>	Coordinatrice régionale en chef Caraïbes
Combertty <b>RODRIGUEZ</b>	Coordinateur régional en chef Amérique latine
Emanuel <b>FATOMA</b>	Coordinateur régional Afrique
Samuel <b>NGOUA NGOU</b>	Coordinateur régional Afrique
Richard <b>ETONU</b>	Coordinateur régional Afrique
Sagar Nath <b>PYAKURYAL</b>	Coordinateur régional Asie Pacifique
Sashi Bala <b>SINGH</b>	Coordinatrice régionale Asie Pacifique
Rey <b>DOLOT</b>	Coordinateur régional Asie Pacifique
Jérôme <b>FERNANDEZ</b>	Coordinateur régional Asie Pacifique
Chusnul <b>SAVITRI</b>	Coordinateur régional Asie Pacifique
Govind <b>SINGH</b>	Coordinateur régional Asie Pacifique
Jefferson <b>PESSI</b>	Coordinateur régional Amérique latine
Loreto <b>MUÑOZ</b>	Coordinatrice régionale Amérique latine
Wouter <b>VAN DER SCHAAF</b>	Coordinateur des Campagnes, Bruxelles
Marta <b>SCARPATO</b>	Consultante pour les Droits humains et syndicaux et l'Égalité, Bruxelles
Harold <b>TOR</b>	Coordinateur du site Web, Bruxelles
Nancy <b>KNICKERBOCKER</b>	Coordinatrice des Publications et de la Publicité, Bruxelles
Donatella <b>MONTALDO</b>	Assistante professionnelle pour les Campagnes, Bruxelles

**EXCUSES:**

GEW, Allemagne; EIS, Ecosse; AEU, Australie



## 1. Ouverture

Fred van Leeuwen (FvL), Secrétaire général de l'IE, ouvre la réunion et souhaite la bienvenue à tous les participants. Il rend ensuite compte des trois principales décisions prises lors de la dernière réunion du Bureau exécutif qui devraient exercer une influence sur les travaux de la coopération au développement, à savoir:

1. Faire progresser les travaux au Moyen-Orient,
2. Collaborer davantage avec la Chine et
3. L'inclusion de 44 nouveaux membres.

## 2. Vue d'ensemble de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté tel que distribué.

## 3. SESSION I : Coopération au développement

Jan Eastman présente cette session auprès des participants et en explique le but. Elle souligne l'importance de la mondialisation en tant que toile de fond pour le travail que nous effectuons au niveau mondial. Il est important de travailler en partenariat afin de traiter les questions et placer la coopération au développement dans le contexte d'un monde globalisé.

Tous les participants, réunis en petits groupes, sont invités à débattre des 4 premiers points de la liste de la SESSION I

1. Qu'est-ce que la coopération au développement?
2. Quels en sont les buts?
3. Quel en est le concept?
4. Comment se rapporte-t-elle aux buts et orientations politiques
  - des organisations nationales
  - de l'IE au niveau régional et international

### Résumé des rapports des groupes:

- Les relations dans le cadre de la coopération au développement sont en mutation. Elles doivent se fonder sur une coopération horizontale et pas seulement sur le financement – être à double sens
- La coopération doit être bénéfique tant pour l'organisation hôte que pour les syndicats coopérants et doit permettre aux deux syndicats de tirer d'apprendre l'un de l'autre – échange et inter-échange
- Il convient d'explorer de nouveaux modes de coopération, par ex. coopération Sud-Sud
- L'attention doit se porter sur des objectifs stratégiques aux niveaux national et régional
- Il faut éviter la duplication des projets car elle entraîne une compétition et non une approche stratégique.
- Le développement de syndicats forts et indépendants constitue un objectif principal

**(Voir Annexe 1, A pour une liste complète des réponses)**

### Jan présente les points 5, 6 et 7 de la nouvelle session

Tous les participants sont à nouveau priés de discuter de ces questions en petits groupes.

### Résumé des rapports des groupes:

5. Comment la Coopération au développement se rattache-t-elle à des questions mondiales telles que les OMD (éducation, pauvreté), l'économie de marché, l'AGCS et la privatisation, et d'autres?

Les réponses montrent des points de vue différents:



- Il n'y a pas de lien direct/clair entre la coopération au développement et les questions mondiales hormis le genre. Les syndicats ne répondent pas à la mondialisation.
- Toutes les questions sont cruciales dans la coopération au développement, en particulier pour l'Afrique de l'Est. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international visent l'allègement de la pauvreté et, dans le même temps, souhaitent réduire les dépenses sociales. Il en résulte qu'il y a moins d'enseignants et de plus grandes classes. Les parents décident dès lors de mettre leurs enfants dans des écoles privées. Ceci illustre le lien solide entre notre coopération au développement et les questions mondiales.
- Il existe un lien direct entre la coopération au développement et les questions mondiales mais il n'est pas très évident. Les syndicats doivent être renforcés afin de développer leurs agendas politiques pour lutter contre la commercialisation de l'éducation. Les activités de coopération au développement dans le domaine de l'éducation sont conçues pour contribuer au développement du pays. Plus un pays est développé, mieux il peut rejeter les politiques de privatisation et de commercialisation.

6. Comment votre action en matière de CD est-elle reliée à la politique et à l'action de votre gouvernement: Sont-elles complémentaires? en concurrence? en conflit?

Les réponses montrent que la relation est surtout complémentaire.

**(Voir Annexe 1, B pour une liste complète des réponses)**

7. Comment savoir si nous avons fait une différence positive? Comment évaluer l'impact et l'effet?

Les réponses comprennent ce qui suit:

- Il faut du temps pour mesurer l'impact. Les preuves de la visibilité syndicale, le travail de représentation et la collaboration avec le gouvernement sont des signes de l'impact.
- Les objectifs doivent être clairs et réalisables.  
Il est possible de constater un impact positif lorsque la structure syndicale fonctionne, lorsque les sexes sont représentés de manière équilibrée, lorsqu'il y a un changement dans l'image du syndicat.
- Le processus est important, pas seulement le résultat final

#### **4. SESSION II: Image mondiale à travers les régions**

##### **ASIE**

Aloysius Matthews expose que si de nombreuses organisations connaissent un développement lent mais constant grâce aux activités de coopération au développement, de nombreux pays de la région nécessitent une attention particulière. **(Voir Annexe 2 pour les pays en cause)**

Quelles sont les réalisations?

- L'IE et les partenaires de la CD ont réalisé des améliorations significatives de façon partielle, non générale
- Les réseaux pour les femmes et l'égalité entre les sexes sont couronnés de succès, il est possible de constater des résultats tangibles
- Cela ne signifie pas qu'il n'y ait plus de travail à réaliser
- Nombre de syndicats d'enseignants qui, par le passé, se sont montrés dociles, ont commencé à œuvrer de façon beaucoup plus efficace. L'Indonésie constitue un exemple spécifique de succès. Post Suharto repose sur une grande organisation regroupant 1,7 million de membres. Pendant de nombreuses années, Suharto l'a utilisée comme une arme pour le gouvernement. Ce n'était que des soldats de plomb. Il n'y avait aucune démocratie dans l'organisation. Avec le consortium composé de Larärförbundet, Utdanningsforbundet, l'IE plus Japan Teachers



Union, ils ont réussi de nombreuses choses. Le syndicat indonésien a porté plainte contre le pays devant les tribunaux, en déclarant que 20 pour cent du budget national devait être alloué à l'éducation. Le tribunal a statué en faveur des enseignants, de sorte que ce pourcentage fera partie du budget. Cette décision aura un impact très positif sur la qualité de l'éducation en Indonésie. Sous réserve de corruption, bien sûr.

#### Quels sont les besoins de la Région Asie-Pacifique?

- Une concentration sur les activités fondamentales, à savoir la création de syndicats forts, indépendants et démocratiques
- Égalité des sexes, filles et femmes. Des réactions positives mais davantage de travail reste nécessaire
- Nécessité de se concentrer sur l'organisation des enseignants, l'augmentation du nombre de membres. Dans la majeure partie de l'Asie, les enseignants n'ont pas de droit en terme de négociation collective. Il est nécessaire de consentir davantage d'efforts dans ce domaine. Lors de la Conférence régionale ASIE, il a été question de renforcer les organisations d'enseignants et de promouvoir les droits syndicaux et humains
- Para-enseignants: Dans certains États indiens, 80 pour cent des enseignants sont des para-enseignants. Si les choses continuent de la sorte, il risque de ne plus y avoir d'enseignants qualifiés dans certains pays asiatiques d'ici peu.
- La Chine constitue une nouvelle zone d'activités. Le bureau régional commencera à y œuvrer à partir de janvier 2007.
- Suite à la nouvelle expansion, le bureau AP est arrivé à un stade où son personnel risque de ne plus être en mesure d'offrir le même niveau de service
- Le personnel perd des jours de congés annuels en raison de la charge de travail à effectuer.

### **Pays en conflit**

#### Thaïlande

Dans le Sud, ce sont principalement les Musulmans qui ne soutiennent pas le coup d'État en Thaïlande; toutefois, par la suite, les leaders du coup d'État tentent de négocier. Des centaines d'écoles ont été incendiées et des enseignants ont été tués.

#### Sri Lanka

Dans le Nord et l'Est du pays, les écoles sont fermées et les enseignants sont touchés par le conflit ethnique entre les Tamouls et le gouvernement.

#### Philippines

Des problèmes similaires à ceux du Sri Lanka.

#### Indonésie et pays insulaires

Des problèmes entre chrétiens et musulmans: l'éducation est durement touchée dans ces régions.

## **AFRIQUE**

#### Objectifs principaux

- Renforcement des syndicats démocratiques et indépendants
- Formation au leadership
- Installation d'un système de retenue de la cotisation syndicale
- Recrutement et rétention d'enseignants qualifiés
- Promotion des réseaux de femmes en Afrique



### Problèmes principaux

#### Au niveau politique:

- Pas de contexte démocratique dans de nombreux pays: la démocratisation des syndicats dans des situations antidémocratiques est très difficile. Depuis le 11 septembre, de nombreux gouvernements s'associent à la guerre contre le terrorisme et s'en servent comme d'une licence à l'encontre des droits des syndicats, par ex. à Djibouti, au Sénégal et en Ethiopie. Nous devons attirer l'attention de la communauté internationale sur ce fait.
- Privatisation de l'éducation publique.

#### Au niveau social:

- La lutte contre le VIH/SIDA reste une priorité
- Enseignants non qualifiés : les objectifs de l'EPT ne seront pas atteints pour 2015
- Conflits ethniques: les préjugés culturels perdurent et il est nécessaire de lutter contre eux

#### Au niveau syndical:

- La fragmentation des syndicats devient de plus en plus fréquente, ce qui engendre une faiblesse et une absence de visibilité de l'action syndicale sur le terrain. Au Niger, par exemple, l'IE compte 6 organisations membres, et 8 au Sénégal. Ceci complique grandement le travail dans ces pays. Des stratégies audacieuses s'avèrent nécessaires pour les unifier.
- Gouvernements menaçant les enseignants de ne pas payer les salaires: l'Afrique est la région qui doit faire face à la pire situation pour les syndicats en termes de suspension des salaires
- Les syndicats sont confrontés à des menaces adressées aux dirigeants syndicaux, par exemple en Côte d'Ivoire: le siège a été complètement détruit; une personne a été battue à mort.

### Succès

Assibi remercie tous les partenaires de la CD pour le travail réalisé au Liberia.

Elle a également remercié tout particulièrement DLF pour le travail réalisé au Bénin. Les syndicats au Bénin étaient divisés. Grâce à une conférence de réunification, il a été possible de les rassembler à nouveau.

### Pays en conflit:

#### *République démocratique du Congo*

Le pays n'est pas encore stable et, par conséquent, aucune activité n'a eu lieu à ce jour. Toutefois, les élections promettent davantage de stabilité.

#### *République centrafricaine*

Un plus grand investissement/engagement est nécessaire dans ce pays.

#### *Tchad/Darfour*

Du fait de l'insécurité, notre affilié n'a pas une grande liberté d'action au Tchad. Menaces pour les enseignants au Tchad comme au Darfour.

#### *Côte d'Ivoire*

La situation en Côte d'Ivoire est très difficile. Certains syndicalistes sont favorables au gouvernement et refusent de discuter de la situation avec l'IE. Le SYNADEEPCI, par exemple, refuse de coopérer avec les trois autres affiliés dans le pays.

### Clarification des décisions du Bureau exécutif

- Se concentrer sur les pays du Maghreb où l'Etat ne reconnaît qu'un seul centre
- La Mauritanie doit également être incluse dans ce groupe. Le syndicat ne compte que 300 membres dans un pays de la taille de la Mauritanie, ayant plus de 50.000 enseignants. Le syndicat a besoin de soutien pour recruter de nouveaux membres. En outre, le pays se trouve dans une phase de transition entre dictature et démocratie.



## **CARAIBES**

### Problèmes principaux

- Migration dans la région – liberté de mouvement pour les professionnels ainsi que pour les enseignants sous-qualifiés
- Violence dans les écoles par suite du déclin de l'activité économique et de la drogue en provenance d'Amérique latine
- Augmentation de la criminalité
- Lutte de pouvoir entre les dirigeants syndicaux – notamment en cas de transition entre dirigeants non démocratiques et dirigeants démocratiques → nécessité d'une formation au leadership pour les nouveaux dirigeants

### Réalisations

- Environ 18 organisations d'enseignants sont impliquées dans l'Éducation pour Tous
- Des syndicats d'enseignants solides ont été établis dans les Caraïbes
- Des leaders féminins voient le jour: 10 femmes sont actuellement dirigeantes syndicales

### En point de mire:

- Haïti: trouver de meilleures façons de travailler avec cette île et une nouvelle approche
- Poursuivre la formation et le renforcement des capacités
- De la formation régionale à la formation nationale

**(Voir Annexe 3 pour les pays nécessitant une aide)**

## **AMERIQUE LATINE**

Loreto explique que le bureau régional en Amérique latine perçoit la nécessité d'établir un nouveau genre de relation de coopération au développement qui réponde aux objectifs stratégiques à long terme des syndicats et qui renforce la capacité des organisations à défendre l'éducation publique. Les programmes de coopération au développement en Amérique latine peuvent être classifiés comme suit :

- a) Coopération bilatérale
- b) Coopération bilatérale en coordination avec le Bureau régional
- c) Coopération régionale
- d) Coopération institutionnelle

Loreto met en exergue le programme de coopération de la Federación de Enseñanza de Comisiones Obreras (F.E.CC.OO) qui revêt un caractère régional. Depuis cinq ans, la F.E.CC.OO met en œuvre, en coopération avec le bureau régional, des programmes sur la formation syndicale et professionnelle dans le but de favoriser la coordination régionale. Ce genre de travail a privilégié les stratégies et la coordination d'actions entre organisations au niveau régional.

Loreto attire l'attention sur un projet régional en matière de genre, qui débute en 2007. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer les structures des syndicats et à promouvoir l'intégration active des femmes dans les organisations. Il devrait également modifier les relations de coopération au développement actuelles grâce à la création d'un organisme de coopération régionale qui serait chargé de garantir la coordination entre le financement du projet, le suivi, l'évaluation et la définition de futures stratégies.

Depuis l'époque de la Guerre froide, les programmes qui étaient réalisés en Amérique latine répondaient plutôt à des objectifs spécifiques qu'à des objectifs stratégiques régionaux. Toutefois, la coopération au développement doit, de nos jours, répondre aux conséquences de la mise en œuvre de politiques néolibérales, l'ouverture économique et les changements dans les relations de travail. Une évaluation réalisée par Utdanningsforbundet en Amérique latine traduit la nécessité de modifier le type traditionnel de coopération et favorise les relations stratégiques régionales qui renforceront les syndicats des enseignants en tant que parties prenantes dans chaque pays.



## EUROPE

Nicolas explique que le travail principal de l'IE en Europe est réalisé dans les pays d'Europe centrale et orientale qui ne sont pas membres de l'Union européenne.

Les Balkans restent une région très particulière où l'attention se concentre sur deux questions principales:

1. Les droits de l'homme, avec un accent mis sur les relations interethniques
2. Le renforcement des structures syndicales

A l'heure actuelle, l'IE participe à des activités de coopération au développement avec 15 syndicats dans six pays de l'ancienne Fédération yougoslave.

En ce qui concerne l'Europe orientale, l'IE met en œuvre, sur une base bilatérale, des projets de coopération au développement en Géorgie, Moldavie et Ukraine.

Nicolas souligne le fait que les syndicats doivent rendre leurs structures plus efficaces et efficientes dans la représentation de leurs membres. La structure de certains syndicats d'enseignants dans la région doit être réformée. En outre, le rôle central des syndicats dans le développement de politiques éducatives doit être reconsidéré et une nouvelle approche stratégique doit être définie. C'est pourquoi l'IE élabore un projet pilote global pour les pays du Caucase ainsi que le Belarus, l'Ukraine et la Moldavie.

## MOYEN-ORIENT

Le Bureau exécutif de l'IE décide de développer un plan de coopération pour le Maghreb, le Moyen-Orient, les Etats du Golfe et les pays d'Asie centrale (**Voir Annexe 4 pour la décision**). Etant donné l'extension du travail et le nombre de pays et de syndicats concernés, une proposition sera élaborée par l'IE pour le Bureau exécutif et sera également présentée aux partenaires de coopération. Le Programme et le Budget de l'IE alloueront des fonds spéciaux pour ces activités au cours de la période 2007-2011.

**(Voir Annexe 5 pour les Questions et Réponses lors de cette session!)**

**5. SESSION III:** Il est convenu que cette session **Analyse des programmes et projets couronnés de succès** serait incluse dans la réunion sur la CD de 2007.

**6.** Fred présente la publication du Syndicat Mondial "*Making a World of Difference. Global Unions at Work*", récemment publiée par la Fédération internationale des journalistes pour le compte des Fédérations syndicales mondiales. Le livre est distribué à tous les participants.

## **7. SESSION IV: IE/Partenariat syndical basé sur la coopération**

Nicolas introduit cette session et explique que le but serait de découvrir quelles sont les attentes réciproques de l'IE et des organisations coopérantes. Les organisations coopérantes et le personnel régional de l'IE sont priés de former des groupes individuels afin de discuter des attentes de l'autre groupe.

### **Ce que le siège de l'IE et les Bureaux régionaux attendent des organisations coopérantes**

- Les bureaux régionaux doivent être informés de la coopération bilatérale avec les organisations nationales
- Au niveau multilatéral: mise en œuvre par le bureau régional
- Consortium: B.R. responsable
- Le rôle du B.R. ne doit pas être déterminé par les partenaires de coopération





- Une consultation par le B.R. avant d'entreprendre une coopération avec les syndicats de la région est essentielle
- Traduction des documents dans la langue de la région
- La capacité organisationnelle du B.R. doit être évaluée
- La dotation en personnel doit être assurée/disponible
- La dotation en personnel au niveau national est décidée par le B.R.
- Un coordinateur régional en tant que conseiller
- Les observations dans la région doivent être communiquées à l'IE
- Le respect mutuel est impératif
- Les syndicats coopérants doivent être ouverts et flexibles
- Les objectifs doivent être discutés avant que le projet débute – coordination avec le B.R.
- Une coordination permanente pour éviter la duplication
- La coopération doit répondre aux besoins des régions
- Un cadre stratégique établi par le B.R. en concertation avec l'organisation hôte
- Echange d'informations
- Evaluation de la réalité politique, sociale et syndicale dans les pays avant le début de la coopération

### **Ce que les syndicats coopérants souhaitent de l'IE**

- Coordonner les activités
- Identifier les besoins de la région
- Davantage d'orientation/instructions à l'égard des syndicats coopérants
- Offrir une assistance pour résoudre les questions syndicales internes/politiques
- Renforcer le respect mutuel
- Assurer une information suffisante

## **8. SESSION V: Communications**

### **Site Web de la coopération au développement**

L'unité du site Web – Harold Tor et Ian Martin – présente une prémaquette du futur site Web de la coopération au développement. Le site sera actionné par une base de données et sera une source d'informations, avec un accès public et non public, sur chaque projet ainsi que les mises à jour devant être intégrées dans le futur bulletin électronique sur la coopération au développement.

Harold lance également un appel afin que davantage de détails sur chaque projet soient fournis à l'IE afin de rendre exploitables la base de données, et partant les mises à jour du site Web et du bulletin d'information.

Parmi les questions posées et les commentaires émis par les participants figure ce qui suit:

- Les coordonnées de contact doivent être celles du Secrétariat de l'IE étant donné que ce sont eux qui coordonnent tous les projets
- L'IE doit envoyer des demandes/rappels pour les mises à jour des projets au moins deux fois par an
- Il convient d'établir une distinction entre les informations/projets publics et non publics, à savoir les informations exclusivement réservées au personnel de l'IE.

Propositions émises par l'Unité du site Web afin de mieux répondre à ces demandes:

- La base de données doit exister pour la coordination des activités de CD et doit dès lors contenir également des informations non publiques. Le Secrétariat respectera assurément le caractère sensible de certaines questions/activités
- Un formulaire en ligne sera élaboré afin d'aider les participants à fournir au Secrétariat tous les détails concernant chaque projet.



### **Bulletin de la Coopération au développement**

Nicolas expose que l'unité procède actuellement à l'établissement d'une version électronique du bulletin et souligne qu'elle devrait plutôt se concentrer sur l'analyse, les évaluations et non se contenter de diffuser les informations. Il doit s'agir d'un outil permettant la discussion et les réflexions sur les projets et idées de coopération au développement.

### **Mondes de l'Éducation**

Nancy Knickerbocker présente un rapport sur la publication de l'IE, *Les Mondes de l'Éducation*, en déclarant que ce magazine représente le cœur et l'esprit des actions réalisées par les organisations coopérantes. Elle a demandé aux participants de rester en contact et de lui soumettre tous types d'informations méritant d'être publiées. L'idée consiste à publier un article portant sur des questions de coopération au développement dans chaque numéro, ainsi qu'un reportage spécial qui aille plus en profondeur. Nancy souligne que le visage humain est important pour notre travail. Elle enverra les lignes directrices rédactionnelles aux participants. Elle a insisté sur le fait qu'aucun article ne serait publié avant d'avoir reçu l'approbation de l'auteur de l'article. Le magazine est distribué à toutes les organisations membres.

Commentaires:

Margareta Axell déclare que des articles doivent être écrits par les organisations hôtes, représentant ainsi le point de vue des personnes sur le terrain et pas uniquement la perspective du Nord.

### **Bulletin d'information d'EDUSIDA**

Wouter van der Schaaf fait état la difficulté de distribuer le Bulletin d'informations électronique EDUSIDA aux personnes concernées par cette question. Bien souvent, les courriers électroniques sont bloqués dans les boîtes de réception des dirigeants syndicaux sans être lus ou redistribués à leurs collègues chargés des projets d'EPT ou de lutte contre le SIDA. Afin d'élargir le lectorat du bulletin d'informations au-delà de la seule adresse électronique principale du syndicat, il demande aux participants d'expédier le bulletin d'informations EDUSIDA de l'IE à un groupe de syndicalistes qui, selon le syndicat, pourraient être intéressés par les informations, notamment:

- Les membres du Bureau exécutif;
- Les membres qui ont manifesté de l'intérêt et assisté à des réunions sur la solidarité internationale;
- Les syndicalistes qui participent aux programmes internationaux;
- Les partenaires nationaux de la CME.

### **Journée mondiale contre le SIDA**

Wouter demande aux participants d'impliquer leurs membres dans l'action lors de la Journée mondiale contre le SIDA, le 1<sup>er</sup> décembre. Une telle action doit être menée par les enseignants dans les salles de classe et soutenue par leurs syndicats. Il expose qu'aux Pays-Bas, tous les membres des syndicats néerlandais recevront, pour la mi-novembre, un encart de quatre pages dans leur magazine syndical les informant de la Journée mondiale du SIDA et sollicitant leur participation, le 1<sup>er</sup> décembre, en donnant cours sur le VIH et le SIDA.

### **Enquête sur les projets de coopération au développement**

Nicolas explique qu'en raison de la réponse tardive des syndicats coopérants à la demande d'informations à diffuser sur le site Web de l'IE sur la coopération au développement, l'enquête sur les activités en matière de coopération au développement pour 2006 doit encore être finalisée. Bien que le site Web doive représenter une base de données pour toutes les activités de coopération au développement réalisées par l'IE et ses organisations membres, l'enquête sera poursuivie.

Discussion à la suite de la présentation:



- Sagar exprime sa préoccupation eu égard au fait que les projets de coopération au développement s'arrêtent généralement lorsque le financement prend fin. Il conviendrait d'examiner comment réduire/arrêter cette dépendance
- Margareta est d'accord et souhaiterait avoir une discussion sur cette question l'année prochaine
- Emmanuel déclare que si les bureaux régionaux ignorent ce qu'il convient de faire, tous les efforts seront vains. En ce qui concerne les stratégies de coopération au développement, il estime qu'une approche de consortium peut être réussie. Il a souligné que la confiance parmi les partenaires de coopération constitue une ressource importante et nécessaire pour réaliser des programmes conjoints.
- Tore Asmussen demande si les lignes directrices en matière de politique seront révisées
- Jan répond que le document politique actuel était un bon document bien qu'il nécessite une mise à jour.
- Tore déclare qu'il préférerait des lignes directrices à un document politique.
- L'IE distribuera une version préliminaire pour obtenir un feed-back.
- Ingrid Convery déclare que les missions devaient être mieux préparées et qu'une vision à plus long terme est nécessaire. L'IE doit donner ce conseil aux syndicats coopérants.
- Tore a déclaré que l'utilisation de fonds gouvernementaux doit être clairement établie et doit être distincte des fonds provenant des syndicats coopérants.

## 9. Congrès mondial de l'IE 2007

Nicolás présente les ateliers qui se tiendront lors du Congrès mondial 2007 et exprime le vœu que la participation y soit élevée.

En ce qui concerne la session sur le renforcement des syndicats d'enseignants, Nicolas se mettra en contact avec les participants afin de recueillir leur contribution et leurs idées. Une exposition se tiendra également sur la coopération au développement. De plus amples informations suivront au début de l'année prochaine.

## 10. Réseaux, projets et propositions en quête de soutien

Jan fait circuler un formulaire d'inscription pour les réseaux, projets et propositions en quête de soutien. Les participants sont priés d'indiquer leur intérêt pour l'un des projets.

## 11. SESSION VI: Discussion en petits groupes sur un thème choisi

### Rapports:

#### 1<sup>er</sup> groupe: Nouveaux domaines de travail: STAN et Moyen-Orient

Nicolás expose que le groupe a partagé des informations en Asie centrale, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord mais qu'aucune recommandation n'a été faite.

#### 2<sup>ème</sup> groupe: Impacts de la mondialisation

Gaston de la Haye expose que le groupe a identifié la mondialisation comme une réalité à deux visages. Dans ses aspects positifs, elle ouvre les écoles au monde, les programmes s'écartent de l'approche liée à la culture et elle favorise le dialogue interculturel et la tolérance. Ses aspects négatifs font de l'éducation une marchandise, augmentent les inégalités et génèrent une concurrence féroce. Les participants ont relevé la diminution de l'influence des gouvernements nationaux en raison de décisions prises au niveau mondial et de la privatisation croissante de l'éducation. Ceci rend d'autant plus nécessaire le développement de politiques et d'actions syndicales puissantes et cohérentes aux niveaux local, national, régional et mondial. Le thème du prochain congrès de l'IE s'avère dès lors pertinent. Il existe par conséquent un besoin de syndicats solides, reconnus comme partenaires sociaux, afin de développer un dialogue social efficace et constructif. Le dialogue proprement dit, ainsi que le dialogue social, requiert au moins deux partenaires forts visant tous deux une éducation de



qualité pour tous et convaincus qu'une éducation de qualité ne peut s'obtenir qu'avec des enseignants de qualité, hautement qualifiés et bénéficiant de conditions de travail décentes.

3<sup>ème</sup> groupe: Programmes/Réseaux pour l'égalité entre les sexes

Sashi expose que des réseaux de femmes forts sont nécessaires au niveau régional et sous-régional.

4<sup>ème</sup> groupe: EDUSIDA

Trudy expose qu'aucune conclusion n'a été tirée. Il s'agissait davantage d'un échange d'informations.

5<sup>ème</sup> groupe: Coordination des projets régionaux / Les consortiums en tant que modèle

Les consortiums en tant que modèle:

Le groupe a débattu des avantages et inconvénients d'un consortium. Avantages: en particulier dans les pays dont l'entrée est difficile et dangereuse; offre la possibilité de partager et donc de réduire le risque ainsi que celle de partager les responsabilités parmi les organisations coopérantes et d'apprendre les uns des autres; lorsqu'un projet est trop coûteux pour qu'on le réalise seul et lorsque les ressources humaines sont limitées; il permet d'éviter la duplication des projets; il renforce le sentiment de maîtrise du projet pour l'organisation hôte.

Il a été proposé de modifier le nom de consortium en comité interinstitutionnel, étant donné que le consortium véhicule surtout une connotation financière. L'idée véhiculée par un comité est celle qui consiste à coordonner la planification d'activités et tout le processus de mise en œuvre parmi les organisations coopérantes. Aucune décision n'a été prise à cet égard.

Aspects négatifs du modèle de consortium: perte du pouvoir décisionnel de chaque organisation coopérante qui existe dans un partenariat bilatéral, et donc diminution du sentiment de maîtrise du projet à mettre en œuvre. En outre, l'organisation coopérante perd la capacité à mettre pleinement en œuvre ce que souhaite son organisation ou gouvernement.

De plus, un consortium ou comité de coordination n'est pas recommandé pour un engagement à long terme mais plutôt dans les cas d'urgence/conflits et pour les grandes organisations nécessitant un soutien pour leur structure syndicale et le renforcement de leurs capacités. En général, il est régi par la demande.

Une approche régionale est absolument nécessaire pour lutter contre les menaces à l'égard de l'éducation publique et mettre en échec les politiques de la Banque mondiale.

## **12. Réunion plénière de clôture**

Jan fournit la synthèse qui suit, remercie les participants de leur vigoureuse participation au cours des deux journées et souhaite aux participants un bon retour chez eux. Elle remercie également le personnel pour le dur labeur qu'il a fourni pour faire de la réunion un succès, notamment Nicolás Richards et Juliane Rethorst. Elle remercie également les interprètes pour leur dur et excellent travail. Il est convenu de fixer ultérieurement la date pour la réunion de 2007.

Synthèse / Rapport des conclusions à la réunion plénière:

1. Nouvelles relations de coopération: horizontales, y compris S-S, à deux sens, en partageant et en apprenant les uns des autres;
2. Contexte/perspective de la mondialisation, questions et exigences mondiales;
3. Approche de cadre stratégique pour inclure les niveaux international, national, régional; pour répondre aux besoins des organisations impliquées; pour renforcer les structures et les capacités des organisations en tant qu'objectif final;
4. Les relations de CD:
  - assurent également une interaction des cultures et des valeurs
  - respect et confiance



- Donner et Recevoir – profit mutuel; connu des membres
  - basées sur des attentes claires et connues des deux parties ou de tous les partenaires hôtes et coopérants
  - Doivent tirer parti de ce qui existe déjà
5. La durabilité et l'indépendance sont des objectifs: le but est de réduire la dépendance envers le partenaire coopérant
  6. L'égalité des sexes comme question transversale: Renforcer chaque organisation en incluant une perspective de genre
  7. Coordination et communication:
    - L'IE Bruxelles doit transmettre et coordonner le travail pour les Bureaux régionaux et, dès lors, éviter la duplication
    - La transparence est essentielle
    - Echange de toutes les informations relatives aux programmes, y compris les partenariats bilatéraux
    - Le travail commence avant que les objectifs et les rôles soient fixés
    - Une justification du "pourquoi s'engager" doit être incluse
    - Il serait utile de promouvoir une approche régionale et d'évaluer de nouveaux modèles tels que le consortium
  8. Le document de 1997 est adéquat et reste pertinent, notamment les principes; il serait bénéfique d'actualiser les sections portant sur la politique et les lignes directrices. Un feedback est le bienvenu. Les modifications proposées seront présentées à la réunion sur la CD de 2007.



## ANNEXE 1 :

### SESSION 1 : Coopération au développement Liste complète des rapports de groupe

- A)** En quoi la coopération au développement est-elle liée à des questions mondiales telles que les OMD (éducation, pauvreté), l'économie de marché, l'AGCS et la privatisation, entre autres ?
- L'importance des organisations de base et de la non-discrimination des projets.
  - Le développement ne devrait pas seulement se concentrer sur le versement de fonds. L'aspect de la formation est également très important car il permet un changement dans l'attitude des membres.
  - La perspective des questions mondiales est importante pour les projets de coopération au développement.
- B)** Quelles relations vos actions de coopération au développement entretiennent-elles avec la politique et les actions de votre gouvernement : complémentaires ? concurrentielles ? conflictuelles ?
- Les syndicats ne sont pas en concurrence avec le gouvernement. Il s'agit plutôt d'une action complémentaire, et non d'une situation conflictuelle. Les gouvernements reconnaissent les syndicats.
  - Un lien direct existe avec les objectifs de l'organisation. L'idée première est d'aider le développement des syndicats des enseignants des écoles publiques. Ces syndicats doivent être solides pour devenir un partenaire social du gouvernement dans un but de négociation. Il est nécessaire de les aider à élaborer des propositions et à négocier ensuite avec le gouvernement. Par exemple, en élaborant des propositions sur le recrutement des enseignants et leur formation. La volonté politique est importante. Il faut que les syndicats exigent du gouvernement des investissements dans les écoles publiques. Néanmoins, il est difficile de surveiller à quoi sont utilisés les fonds publics.
  - En ce qui concerne les Objectifs de développement du millénaire, le travail des syndicats et celui du gouvernement sont complémentaires. Certaines organisations dépendantes des fonds du gouvernement doivent s'engager pour les Objectifs du millénaire.
  - Notre organisation et le gouvernement sont complémentaires. Nos projets sont financés par le gouvernement mais c'est nous qui les élaborons. Ainsi la coopération est plus efficace. La coopération prête une attention toute particulière à l'éducation.
  - Les syndicats surveillent et exigent des gouvernements qu'ils réalisent leurs objectifs. La coopération devrait encourager l'élaboration de propositions pour aborder les nouveaux défis.
  - La coopération en partenariat réciproque. L'engagement dans la consultation avec les gouvernements sur l'EPT et les ODM. Les syndicats comme des alliés stratégiques, des amis cruciaux des gouvernements nationaux.



## ANNEXE 2

### Observations sur des pays spécifiques par le Bureau régional pour l'Asie-Pacifique :

#### Afghanistan

L'organisation que l'IE a aidé à développer en Afghanistan est devenue presque obsolète tout d'abord à cause de la situation de la sécurité et des conflits dans le pays mais également en raison de la promotion du Président de l'organisation au ministère de l'éducation des adultes. Une tendance régressive peut être observée et nécessite davantage d'attention.

#### Timor Oriental

L'autre zone à laquelle nous devons prêter attention est le Timor Oriental. Le pays est toujours en conflit. Le syndicat ne travaille pas actuellement. Des mesures doivent être étudiées pour aider le syndicat à se relever. En ce moment, la situation est très dangereuse. Elle empêche le déclenchement de la coopération.

#### Pays STAN

Une autre zone qui mérite notre attention est l'Asie centrale. Il est très difficile de travailler avec trois pays, à savoir le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan. La démocratisation des organisations dans ces pays est l'un des objectifs principaux.

#### Cambodge

Le gouvernement ne tolère pas les syndicats à moins qu'il ne les établisse lui-même. Une somme importante de travail doit être réalisée et une assistance doit être accordée afin d'aborder tous les problèmes des syndicats.

#### Pakistan et Bangladesh

Questions principales : le travail des enfants, les problèmes d'égalité des sexes et l'abandon scolaire. Des organisations membres sont présentes dans ces pays mais elles sont très faibles et un certain nombre d'entre elles ont déjà disparu. Dans une des provinces du Pakistan, le gouvernement a interdit toutes les organisations enseignantes. Une ou deux organisations se sont engagées politiquement, alors le gouvernement a interdit toutes les organisations. L'interdiction pourrait se répandre dans d'autres provinces. Aloysius Mathews désire que l'IE fasse quelque chose pour les aider. Il craint que les gouvernements ne persécutent les dirigeants syndicaux. Une des organisations membres a mené le gouvernement devant les tribunaux. Le verdict est toujours attendu. S'il est négatif, il est très probable que tous les syndicats enseignants à travers le Pakistan seront interdits.



### **ANNEXE 3**

#### **Pays d'Amérique du Nord et des Caraïbes nécessitant un soutien spécial**

##### Suriname

Le pays compte huit syndicats enseignants dont seulement trois sont affiliés à l'IE.

##### Haïti

Ce pays représente un véritable défi : sa situation est similaire à la situation africaine en termes de culture, de pauvreté, d'éducation et d'infrastructure. Haïti a un retard de 40 ans sur les pays développés. La moitié des enfants ne vont pas à l'école. Parmi les 50% qui vont à l'école, 90% fréquentent des écoles privées et seulement 10% des écoles publiques.

Haïti a été coupé du reste du monde et reste par conséquent bien loin derrière.

Une augmentation de personnel est nécessaire pour le renforcement des activités à Haïti.





## **ANNEXE 4**

### **Décision du Bureau exécutif de l'IE sur le MOYEN-ORIENT**

Le Bureau a adopté une proposition d'assistance aux syndicats d'enseignants dans les pays STAN et dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient en vue de leur indépendance et de leur démocratisation à travers une formation professionnelle complète et des programmes d'éducation syndicale.



## ANNEXE 5

### Questions et réponses sur la Session 2

Q : Fred van Leeuwen a présenté les plans de l'IE visant à développer des liens plus étroits avec les enseignants chinois. Qu'en est-il du Vietnam ? Le Vietnam va probablement devenir un acteur clé dans la région puisqu'il vient d'intégrer l'OMC. Quelle est l'approche du Bureau régional ?

R : L'IE n'a pas de programme direct avec le Vietnam mais Larärförbundet et l'AEU travaillent dans le pays depuis 16 ans. Le pays se développe très rapidement et le syndicat a subi quelques modifications. La situation présente est la suivante : le syndicat enseignant désire devenir membre de l'IE mais la constitution de l'IE n'autorise pas l'affiliation d'un syndicat lié à une centrale syndicale ou au gouvernement.

Le syndicat a cependant été invité à la conférence régionale et sera invité au Congrès mondial.

Q : Trudy Kerperien a rapporté que le Suriname compte 9 syndicats parmi lesquels 8 appartiennent à la confédération. Le pays compte environ 500 000 habitants et possède néanmoins 9 syndicats divisés par ethnies. L'AOb désirerait mettre fin à cet éparpillement car il donne l'occasion au gouvernement de diviser tous les syndicats. Tous les syndicats ont répondu positivement à la question de l'AOb sur leur volonté de coopérer. Afin d'éviter le travail en double et de réaliser un travail commun, Trudy a demandé que le Bureau régional soit informé de toute activité entreprise dans ce pays.

R : Virginia n'était pas informée de l'engagement de l'AOb au Suriname. Elle a rapporté que 8 syndicats avaient discuté de la façon de travailler ensemble. Virginia visitera le Suriname sous peu et tiendra l'AOb informée.

Q : L'égalité entre les sexes fait partie d'un projet plus vaste de l'AOb en Albanie, Serbie, Macédoine et au Monténégro. En quoi consiste la relation entre les femmes récemment formées et le nouveau Réseau paneuropéen des femmes dans la région ? Existe-t-il un lien entre les deux ?

R : Jan a affirmé qu'autant de travail que possible serait réalisé pour établir ce lien. Chaque organisation nationale déterminera qui participera au réseau.

Q : En ce qui concerne l'éparpillement des syndicats : ne serait-il pas possible pour l'IE de se positionner contre ?

R : La promotion de l'unité d'action et du soutien est nécessaire pour que l'Afrique francophone forme des confédérations. Au Togo, l'IE a encouragé la création d'une fédération réunissant 10 syndicats sur un total de 11. Cependant, la fédération ne se porte pas bien. Des activités de coopération au développement poussent les syndicats à quitter la fédération.



## ANNEXE 6

### Session 6 :

Rapport de la discussion de groupe sur : les conséquences de la mondialisation, les politiques d'éducation, la formation pédagogique des enseignants.

Participants : Mme. Tamaki TERAZAWA (JTU-Japon), Mme. Keiko UCHIDA (JTU-Japon), Mme. Ritva SEMI (OAJ-Finlande), Mme. Cassandra HALLETT (CTF-Canada), Mme. Mette KLINTE (DLF-Danemark), Mme. Pam COLLINS (NUT-Royaume-Uni), M. Richard LANGLOIS (CSQ-Canada), M.Rey DOLOT (IEAP Bureau régional.)

Rapporteur : M. Gaston DE LA HAYE (IE SGA)

1. Mondialisation  
Les participants ont tout d'abord identifié la mondialisation comme une réalité double. Dans ses aspects positifs, elle ouvre les écoles au monde, les programmes scolaires échappent à l'approche culturelle et elle favorise le dialogue interculturel et la tolérance. Dans ses aspects négatifs, elle transforme l'éducation en une marchandise, augmente les inégalités et engendre une concurrence féroce.
2. La mondialisation inspire la défiance en raison de son manque de transparence, car les décisions sont prises sans consultation des décideurs des politiques éducatives et des parties prenantes à travers toutes sortes d'accords bilatéraux. Nous devons donc renforcer la valeur de l'éducation en elle-même et non pas « au service » de qui que ce soit, l'égalité d'accès à l'éducation pour tous et une éducation de qualité pour tous qui corresponde aux objectifs de développement individuel, à l'éducation à la citoyenneté et à l'éducation pour un développement durable.
3. En contrepartie du défi mondial que représente une mondialisation dirigée par l'économie et pour favoriser le développement d'une mondialisation harmonieuse et humaine, il pourrait être nécessaire d'envisager un type de gouvernance mondiale pour l'éducation, qui établirait au niveau mondial un cadre général garantissant une éducation de qualité tout au long de la vie.
4. Politique éducative  
Les participants ont identifié la baisse de l'influence des gouvernements nationaux due aux décisions prises au niveau mondial et à une privatisation croissante de l'éducation. Ces aspects ont augmenté la nécessité de développer des politiques syndicales fortes et cohérentes aux niveaux local, national, régional et mondial. Le thème du prochain Congrès de l'IE est donc pertinent.
5. Des syndicats solides, reconnus comme des partenaires sociaux sont donc nécessaires pour développer un dialogue social efficace et constructif. Le dialogue ainsi que le dialogue social nécessitent au moins deux partenaires solides qui recherchent tous deux une éducation de qualité pour tous et sont convaincus que cette éducation de qualité peut seulement être réalisée par des enseignants de qualité, avec une formation de haut niveau et des conditions de travail décentes.
6. Malheureusement dans de trop nombreux pays les syndicats enseignants ne sont pas reconnus. Les enseignants peuvent seulement s'organiser comme des associations, et non comme des syndicats. Lorsque les syndicats sont reconnus dans ces pays, le dialogue social est souvent inexistant ou inefficace. Une quantité supérieure de travail doit être réalisée.
7. La formation pédagogique des enseignants  
Les participants sont tous d'accord sur l'importance d'une formation de haut niveau et de haute qualité pour tous les enseignants. Cela ne diminue en rien l'importance de la formation en cours de service, son contenu et sa pédagogie. Malheureusement, la formation en cours de service demeure trop souvent le privilège des pays les plus aisés. Dans les pays où la formation initiale manque de qualité, il est impossible qu'une formation en cours de service soit offerte par les gouvernements.



8. Les participants ont également abordé la question du recrutement d'enseignants non qualifiés, sûrement dans le contexte du dernier rapport de l'UNESCO qui indiquait une pénurie de 18 millions d'enseignants d'ici 2015 dont 3,8 millions pour l'Afrique subsaharienne seulement.
  9. Pour attirer les meilleurs dans la profession enseignante, il est nécessaire d'améliorer les conditions de travail des enseignants et le développement de carrière. Dans un effort pour résoudre ce problème, des donateurs organisent sur une base bilatérale, à travers les syndicats d'enseignants, des programmes de développement de capacité visant le développement des compétences professionnelles. Une question demeure, celle de la reconnaissance des qualifications.
10. Conclusion
- Les débats au sein de l'atelier se concluent ainsi : « Nous avons besoin de syndicats solides et unis pour des enseignants de qualité et une éducation de qualité dans un monde mondialisé à visage humain ».